



Emploi : attention danger, grande braderie patronale en cours !

Les annonces pleuvent, pas un jour sans une annonce de nouvelles suppressions d'emplois. Presque tous les secteurs sont touchés, avec toujours le même motif : la crise du coronavirus.

C'est presque à celui qui en annoncera le plus : 15 000 chez Airbus, 7 500 chez Air France, 4 600 chez Renault, mais aussi 800 chez Vivarte, 1 700 chez Sanofi, 1 900 chez Conforama... Qui dit mieux ? Et à qui le tour ?

Au total, on parle de 800 000 emplois qui pourraient être en danger !

La FEC FO ne cédera pas à la panique ni à la sinistrose.

Effectivement la crise du COVID 19 est bien là, il ne faut pas qu'elle suscite des plans de restructurations dont rêvaient certains dirigeants avant l'épidémie pour, une fois de plus, se servir et servir les actionnaires.

Par ailleurs, il est profondément choquant que des entreprises qui ont bénéficié d'aides massives de l'Etat puissent licencier !

Une fois de plus, on voudrait ainsi nationaliser les pertes et privatiser les bénéfices.

Pour la FEC FO, toute aide financière doit être conditionnée à des engagements fermes de maintien des emplois et des contrôles sérieux doivent être mis en place avec sanction possible si les engagements ne sont pas respectés.

En effet, les aides accordées, qui se chiffrent en centaines de milliards d'euros, ne doivent pas, comme le CICE, aller dans la poche des patrons et des actionnaires au détriment des emplois et des salariés.

La FEC FO ne laissera pas faire et ses militants mèneront le combat partout pour défendre les emplois.

Conforama, Solocal, André, La Halle, Presstalis, VYV Pharmacie de Cholet,... les militants de la FEC FO bataillent pour préserver les emplois.

Il est clair que les salariés ne doivent pas payer la note du COVID 19 ! Toutes les mesures doivent être mises en œuvre pour défendre l'emploi, y compris s'il le faut grâce au chômage partiel, mais en préservant ainsi les emplois et les salaires.

Si l'on veut parler de relance économique par le biais de la relance de la consommation, la première mesure doit être l'augmentation des

salaires en mettant l'accent sur les premiers échelons des grilles de salaires.

Ainsi seraient enfin récompensés ceux qui étaient souvent en première ligne durant le confinement.

Pour terminer, et si l'on ne veut pas que le monde de demain ne soit pas bien pire qu'hier, il est urgent que le gouvernement retire ses réformes de l'assurance chômage et des retraites.

Ces deux réformes, en plus du COVID, vont venir impacter négativement et fortement l'ensemble des salariés et des retraités.

Si certains disent que l'été sera chaud, pour la FEC FO la rentrée sociale le sera également.

